

EDITORIAL



Par Nicolas Le Quintrec
Secrétaire fédéral à l'Economie,
l'Emploi et la Formation professionnelle

Des raisons d'espérer !

Depuis deux ans, les pays occidentaux subissent les effets de la crise financière et économique. Celle-ci fait peser sur chacun d'eux des menaces catastrophiques à l'instar de la situation de la Grèce. Les Etats semblent en prendre la mesure et se mobilisent pour relever ce défi.

Bien entendu, les enjeux nationaux pèsent encore et, parfois, limitent la teneur même de l'ambition. Au-delà de ce qui peut apparaître une frustration supplémentaire, nous pouvons tout de même nous satisfaire des avancées sur la scène européenne.

Ainsi, nous accueillons favorablement le projet de coordination des politiques économiques. La politique monétaire n'en aura que plus de sens et, à terme, cela éviterait un affaiblissement trop marqué de l'euro.

Toutefois, il ne faut rien lâcher. La responsabilité de la gauche et, en particulier, du Parti Socialiste consiste à poursuivre cet effort en oeuvrant pour une coordination de la fiscalité et des politiques sociales au plan européen. L'avenir de l'Union européenne et le dynamisme des Etats membres se jouent à ce triple niveau.

Il y a peu, le gouvernement français engageait sans réelle contrepartie une aide substantielle aux banques. Aujourd'hui, il impose au pays un régime de rigueur.

Un budget 2011 sans revalorisation, une réduction de 45 milliards d'euro des dépenses publiques : deux décisions qui vont pénaliser le pouvoir d'achat et, de fait, la consommation moteur essentiel de la croissance. De plus, le Premier Ministre qui ne doute de rien, nous annonce qu'il parie sur la relance pour de nouvelles recettes. En fait, il révèle son impuissance dans l'action. Il révèle toute la vacuité du projet de la majorité présidentielle pour tirer la croissance vers le haut.

Et pourtant, le pays confronté à un déficit public et à une dette publique (80 % du PIB) doit retrouver des marges de manœuvre. Pour cela, il faut agir sur la dimension symbolique mais aussi avec de nouvelles orientations : suppression du bouclier fiscal, taxation du capital financier, valorisation des revenus du travail, etc ...

Les forces de progrès luttent depuis des décennies pour un renforcement de la régulation de l'économie. Cette voie est toujours d'actualité. Ne renions pas cette conception de l'action publique. Elle doit guider le projet de rénovation du PS.

Région, Département La Gauche à l'initiative

Cette fin de premier semestre 2010 s'avère particulièrement dense sur le plan politique. En interne au PS, parallèlement au projet de réforme des retraites, le 2^{ème} acte de la Convention sur le projet aborde la question de la Rénovation (résultats du vote page 2)... Du côté des collectivités territoriales, Région et Département ont tenu leurs sessions plénières cette semaine sur des dossiers majeurs (page 1 et 2). La rentrée de septembre n'en sera pas moins chargée...

Parmi les dossiers importants évoqués par Jean-Yves Le Drian dans son discours d'ouverture, la question agricole a été largement abordée. Elle a fait l'objet d'un dossier complet dans le dernier numéro du Rappel.

Figurait également au débat l'**urgence énergétique** : constatant que le sujet de l'approvisionnement énergétique de la Bretagne a quitté le débat public depuis l'échec du projet de central de Ploufragan, le Président de Région a souhaité y revenir car "il serait dangereux pour l'avenir de rester dans une posture attentiste", d'autant que "la consommation électrique dans notre région croît deux fois plus rapidement que dans le reste du pays"... Bien que cette responsabilité incombe à l'Etat, il a souhaité que le Pacte électrique breton proposé par le B15 soit rendu opérationnel, autour du triptyque programme ambitieux de maintien de l'énergie - développement massif des énergies renouvelables - unités de production d'appoint complémentaires, pour faire de la Bretagne la "péninsule de l'innovation électrique". Il a également insisté sur le deuxième volet, concernant les énergies marines, sur les efforts à

mener sur l'hydraulien et l'éolien off-shore, souhaitant que soient "identifiés, dès à présent, le ou les sites les plus appropriés au large de nos côtes pour l'éolien marin posé, bien évidemment en concertation avec les pêcheurs".

Sur la **réforme territoriale**, "instable, illisible, ballotée de toutes parts", Jean-Yves Le Drian a fait part de ses interrogations et de celles des Présidents de Région : "on se demande s'il sortira autre chose qu'une complexité accrue derrière une recentralisation qui fait son nid sur l'asphyxie financière des Régions et des Départements". Au contraire, "nous souhaitons une réforme ambitieuse qui engage le pays avec une vraie régionalisation et vers une responsabilisation des collectivités. Nous souhaitons une réforme lisible, clarifiant les compétences de chacun. Nous souhaitons une réforme juste, attribuant à chaque collectivité les ressources de l'autonomie fiscale correspondant à ses compétences, nous souhaitons une réforme concertée qui associe étroitement les collectivités



à son élaboration. Au lieu de ce scénario mobilisateur, nous sommes allés de déconvenue en déconvenue." Le projet de réforme engage en fait une "recentralisation, qui complexifie davantage, avec la création d'un échelon supplémentaire, les métropoles ou les pôles métropolitains", il "dépêche les collectivités de leurs ressources et de l'autonomie fiscale, avant même de parler de leurs compétences, et, enfin, elles ont été tenues à l'écart de son élaboration." Et Jean-Yves Le Drian de conclure : "Il est temps d'arrêter ce simulacre et de remettre à plat cette réforme engluée. L'acte III de la décentralisation reste à construire".

Les rendez-vous de la rentrée

**Rentrée politique de la
Fédération
au Bois du Château à Lorient
Samedi 4 septembre 2010**

A partir de 17h00 : débat organisé par la section de Lorient sur les retraites

A partir de 18h30 : Interventions politiques en présence notamment de :

**François Hollande
et Jean-Yves Le Drian**

**Université de rentrée
des socialistes à Berder**

**Samedi 18 septembre
de 9h à 16h30
Île de Berder - à Larmor-Baden**

La journée sera consacrée à la question des solidarités et des territoires

Programme et inscriptions prochainement...

Convention sur la Rénovation : les résultats du vote dans le Morbihan

Invités à s'exprimer sur les propositions du Conseil national sur la Rénovation du PS, les militants morbihannais se sont prononcés par 344 voix pour, 19 voix contre et 20 abstentions, pour 1 bulletin blanc/nul.

Les amendements au texte seront présentés, débattus et votés lors de la Convention fédérale qui se tiendra le lundi 28 juin à Vannes.

Série de rencontres avec les syndicats à la Fédération

Le Premier secrétaire fédéral Gwendal Rouillard et le Secrétaire fédéral aux Relations avec les syndicats et les Associations, Franck Dagorne, ont engagé une série d'entretiens avec les syndicats représentatifs du Morbihan, pour faire le point sur le dossier des retraites. A ce jour, ont été reçus des représentants de l'UNSA, de la CFDT, de la CGT, et de la CFE-CGC. A venir notamment, FO et la FSU...

Forte mobilisation le 24 juin contre la réforme des retraites du gouvernement



Plus de 15 000 manifestants à Lorient, 7000 à Vannes, 2300 à Pontivy, 500 à Groix, 110000 dans l'ouest... Les chiffres de la participation à la manifestation du 24 juin annoncés par la presse sont significatifs : le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement mobilise contre lui, avec en toile de fond la défense de l'emploi, des salaires... Cette mobilisation très significative, que le gouvernement ne peut plus nier, annonce d'ores et déjà une rentrée sociale agitée...

Fermeture estivale de la Fédération

La Fédération fermera cette année ses portes entre le mardi 13 juillet au soir, pour les rouvrir le lundi 23 août. Ce numéro du Rappel est également le dernier avant la rentrée de septembre.

Véronique et Tugdual vous souhaitent donc, avec un peu d'avance, un très bon été et de bonnes vacances.

ACTUALITES

Session plénière du Conseil général Rappeler à l'Etat ses responsabilités

Le Conseil général était en session plénière les 22 et 24 juin pour examiner le compte administratif 2009. Parmi les autres sujets étaient notamment abordés l'accélération des dépenses sociales de prestations aux personnes, Internet et le très-haut débit, le centre d'art contemporain de Kerguéhenec, le pacte territorial pour l'insertion et l'emploi.

Dans son intervention de politique générale, Hervé Pellois - Président du groupe de Gauche, a notamment abordé la **réforme territoriale** en cours et et l'**asphyxie financière des Départements** : "Nous n'aurons plus à discuter de la compétence générale, puisque nous n'en aurons plus les moyens. L'annonce par le Premier ministre de la réduction de 10% en trois ans des dépenses d'intervention concernera forcément les collectivités territoriales, et au premier plan les départements, puisqu'y figurent les allocations et prestations sociales (RSA, Allocation adultes handicapés). Ce gel en valeur des dotations perçues par les collectivités territoriales s'appliquera dès 2011. La suppression de la taxe professionnelle, la baisse des dotations, le report des charges de l'Etat sur les différentes collectivités - alors que celles-ci n'ont pratiquement plus d'autonomie fiscale - programment l'asphyxie financière des collectivités et l'aggravation des inégalités entre les territoires.

(...) Une question reste entière : quelle est la finalité réelle de ce jeu de massacre ? Pourquoi casser de façon définitive ce qui a marché dans la décentralisation des pouvoirs et des actions ? La seule explication semble être idéologique. Trop de public, trop d'élus qui parlent de démocratie locale. Place à la gestion privée."

Sur le **compte administratif**, Hervé Pellois a mis en garde, face à l'optimisme affiché par la majorité départementale : "Les chiffres sont têtus et ils dessinent là une réalité que nul d'entre nous ne peut ignorer. Nos recettes réelles de fonctionnement sont en baisse de 3,58% et nos dépenses ont augmenté de 4,62%. Nos investissements quant à eux diminuent hors dette de 3,7%. Ce sont nos investissements directs qui ont été les plus touchés.

Pendant ce temps, le poste solidarité et action sociale, qui est le plus gros poste budgétaire de notre institution, a augmenté cette année de

7,19%. (...) Il me paraît essentiel qu'à l'occasion des comptes administratifs du département, nous ayons chaque année une présentation précise de cette dette d'Etat. Il serait opportun d'en demander paiement par l'Etat afin que soit enfin respectée cette fameuse obligation des transferts à l'euro près. De nombreux départements ont engagé des recours gracieux auprès de l'Etat pour obtenir réparation suite à des missions d'évaluation sur l'impact financier des transferts de compétences. Aurons-nous le courage d'en faire autant dans cette assemblée ? L'argent public a vocation à améliorer l'harmonie sociale et non pas à servir ceux qui n'ont pas besoin de l'accompagnement public. Plus que jamais, nous considérons qu'il faut mettre au cœur de toutes nos politiques la solidarité et l'aménagement du territoire. Il s'agit de rappeler à l'Etat cet élément basique.

Soirée-débat sur les retraites Un argumentaire projet contre projet

Une soirée débat-formation organisée par la Fédération sur la réforme des retraites s'est tenue, mardi 22 juin, à Lorient. Une cinquantaine de militants s'est rerouvée pour écouter les interventions des Jean-Paul Méheust de la section de Vannes et de Daniel Moaligou, ancien secrétaire départemental de la CFDT.

L'ouverture d'un cycle de soirées-débat sur l'actualité

Claudine De Brassier - SF à la Formation, a replacé, en introduction, l'origine de cette soirée au regard des fortes attentes des militants en matière de formation sur les sujets d'actualité, exprimées dans le questionnaire qui avait été adressé en 2009. Cette soirée ouvre ainsi un cycle de formations thématiques qui seront organisées régulièrement, pour permettre aux militants de mieux défendre le projet politique du PS.

Sur le sujet particulier de la réforme des retraites, elle a insisté sur la nécessité de veiller à ne pas instaurer dans ce débat le clivage entre génération, mais au contraire de travailler autour de la question des solidarités, notamment intergénérationnelles, tout en replaçant cet enjeu dans un contexte plus large qui appelle à travailler plus globalement sur notre projet de société.

Pour sa part, Gwendal Rouillard a replacé la question du financement des retraites dans celle, plus large,



du financement de la sécurité sociale et des trois autres branches maladie, famille, travail, et au regard de l'enjeu crucial du budget de l'Etat et de la réduction du déficit public.

Les intervenants, quant à eux, ont tour à tour discuté et mis en opposition le projet de réforme présenté par le Parti socialiste et celui défendu par le gouvernement.

Evoquant l'histoire des systèmes de retraites et de l'émergence des différents régimes, Jean-Paul Méheust a démontré que les divergences philosophiques entre gauche et droite ont guidé les évolutions qui ont conduit au système actuel. On retrouve ainsi une nouvelle fois, dans la réforme du gouvernement, la volonté de faire peser le poids du financement essentiellement sur les revenus salariés. L'enjeu est aujourd'hui

d'hui de préserver le système par répartition mis progressivement en danger par les réformes de droite. De plus, il a souligné le caractère particulièrement choquant de la non prise en compte de la pénibilité, si ce n'est par la question de l'inaptitude physique au travail, sans parler des difficultés d'application de la mesure proposée.

Pour Daniel Moaligou, on ne peut pas évoquer le dossier des retraites oblige sans évoquer le système dans son ensemble, la problématique du financement étant notamment directement liée à la question du maintien de l'emploi. Le sujet est si vaste qu'on ne peut pas comprendre que la réforme présentée par le gouvernement ait été élaborée en quelques mois, sans réelle négociation. Il a également rappelé qu'elle s'inscrit dans la stratégie électorale de la droite, à 2 ans de la prochaine présidentielle. Enfin, sur la pénibilité, il a insisté sur la responsabilité des employeurs quant à l'évolution des conditions de travail et des outils de production, au sujet desquels la réforme de prévoit rien...

ACTIVITE FEDERALE

Réforme des collectivités locales

Un projet de loi inique qui abat la parité

Paris, Jeudi 10 juin 2010 - Communiqué relayé par Annaïg Le Moël - Secrétaire fédérale à l'Égalité, signé de Michèle André - Sénatrice du Puy-de-Dôme, Présidente de la Délégation aux Droits des Femmes et à l'Égalité des chances entre les Hommes et les Femmes du Sénat, Danielle Bousquet - Députée des Côtes-d'Armor et Vice-présidente de l'Assemblée nationale, Gaëlle Lenfant - Secrétaire nationale adjointe aux Droits des femmes



Le projet de loi "de réforme des collectivités locales" est renvoyé au Sénat après avoir été adopté hier à l'Assemblée nationale.

Exit le scrutin proportionnel permettant de garantir la parité et la diversité (par exemple 48 % d'élus dans les conseils régionaux).

Si ce texte de loi était appliqué, les "conseillers territoriaux" seraient élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Ce mode de scrutin est le même que celui utilisé pour les conseils généraux : aujourd'hui ils sont composés à 87,7% d'hommes.

Comme pour s'excuser de cette régression démocratique, le projet

de loi feint de favoriser la parité. Il est proposé de **prendre en compte les conseillers territoriaux dans l'attribution de l'aide publique aux partis politiques modulée en fonction de la parité.**

Cette disposition vise ainsi à modifier le financement des partis, **hors de tout débat démocratique et sans combler les régressions orchestrées en termes de parité.** L'objectif de parité se trouve dilué dans un système de financement complexe, inefficace et contre-productif.

De fait, l'impact de la retenue financière appliquée aux partis qui ne respectent pas la parité lors des élections législatives en serait affaibli, sans apporter de solution efficace à la parité lors de l'élection des conseillers territoriaux.

Nous sommes bien loin des sanc-

tions "insupportables" voulues par le Premier ministre afin de garantir la parité ! Une fois de plus, les déclarations de la droite ne sont que des effets d'annonces, visant à masquer les régressions.

Le 6 juin 2000, la première loi dite de parité a été votée. Ce progrès est aujourd'hui remis en cause, au mépris des avancées réalisées en matière d'égalité Femmes-Hommes.

L'égalité Femmes - Hommes, et leur égal accès aux mandats et fonctions électives est un **enjeu de société totalement méprisé par la droite.** À rebours de tout progrès en matière d'égalité, il n'est pas étonnant que la droite ait rejeté le 25 mai dernier la proposition de loi socialiste, visant à renforcer les retenues financières, afin d'obliger les partis politiques à garantir la

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 24 juin - Lorient
Manifestation sur les retraites
Conseil municipal
Vote sur le texte de la Rénovation

Samedi 26 juin - Valence
Rencontre publique avec François Hollande

Lundi 28 juin - Vannes
Convention fédérale sur la Rénovation

Mercredi 30 juin - Lorient
Rencontre avec la FSU Morbihan

Jeudi 1er juillet - Lorient
40^e anniversaire du Festival interculturel

Vendredi 9 juillet - Larmor-Plage
Conseil de Cap l'Orient agglomération

Inscription à l'Université de la Rochelle jusqu'au 30 juin



L'Université d'été de La Rochelle se tient cette année du **vendredi 27 au dimanche 29 août**. Les inscriptions sont d'ores et déjà ouvertes et devraient se clôturer le 30 juin.

Les militants souhaitant s'inscrire peuvent contacter directement la Fédération ou s'inscrire via le site internet national ou remplir le bulletin d'inscription figurant dans le dernier numéro de l'Hebdo des Socialistes. Chaque Fédération dispose d'un quota d'inscrits (10 pour le Morbihan). Les frais d'inscription s'élèvent à **75 euros avec repas** (en nombre limité) ou **50 euros sans repas**. La Fédération prend en charge les frais d'hébergement. Un co-voiturage pourra être organisé à la demande.

Parmi les nouveautés cette année, des rencontres "carte blanche" seront organisées en ville pour aborder la politique sous un angle différent avec des invités venus de différents univers. Sont également prévues des manifestations culturelles, des conférences sur la science ou la création artistique...



Sébastien Jehanno
Animateur fédéral
06 75 94 04 72 - jehanno-seb@hotmail.fr

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Pour un meilleur système éducatif

Nous, jeunes socialistes, avons toujours considéré l'éducation comme un véritable moyen d'émancipation et d'épanouissement pour les jeunes ! Mais malheureusement le gouvernement et son ministre Luc Châtel ne cessent de fragiliser cette éducation. Il est donc de notre devoir de réagir !

Est-il utile de rappeler que l'investissement public dans l'éducation ne cesse de baisser. Le projet d'économie budgétaire du gouvernement va d'ailleurs amplifier cette politique désastreuse qui exige de **faire de mieux en mieux avec de moins en moins de moyens !**

Les conséquences seront lourdes pour les 12 millions d'élèves et pour le personnel d'éducation. Comment peut-on concevoir une éducation optimale avec des classes surchargées à tous les niveaux, avec 16000 suppressions d'emploi éducatif à la prochaine rentrée ? Comment lutter contre l'échec scolaire et l'inégalité sociale en supprimant les postes d'enseignements spécialisés (RASED) ?

Nous ne pouvons pas accepter cette **politique du chiffre irresponsable !** L'éducation doit rester un véritable rempart contre les inégalités sociales. Chaque jeune de ce pays doit pouvoir bénéficier d'une éducation juste et égalitaire.

Nous sommes conscients qu'une réforme du système éducatif est nécessaire. Nous souhaitons nous engager dans le développement de ce futur système éducatif au coté des élèves, des enseignants, et de tout ceux qui souhaitent rompre avec ces mesures inacceptables !

Nous devons ainsi militer pour **une réforme éducative au service de tous**. Militer aussi pour une meilleure **individualisation des enseignements**, afin de lutter contre les inégalités et diminuer l'échec scolaire.

Pour cela plusieurs chantiers nous attendent, comme celui de la réflexion sur le **rythme scolaire**. En effet les semaines, les journées d'école sont de plus en plus longues. Celle-ci entraînent une baisse d'attention et une lourde fatigue des élèves. Cela contribue à l'échec scolaire de beaucoup d'élèves qui ne peuvent pas suivre le rythme.

Autre chantier important, celui de

l'orientation. Cet élément est essentiel pour la société de demain, car un jeune bien accompagné dans son orientation est un jeune épanoui dans sa scolarité. Cette orientation doit être individualisée au maximum. De plus, face aux difficultés économiques actuelles, il est crucial de lutter contre le chômage des jeunes à l'issue de leur formation.

Enfin, si nous sommes conscients de nos futures responsabilités afin de refonder un nouveau système éducatif, cette crise majeure de l'éducation nous amène à lancer un appel au gouvernement. Nous lui demandons de **stopper cette casse désastreuse de l'éducation nationale**. Car, par cette politique, le gouvernement sacrifie les conditions d'études des élèves et des enseignants, mais aussi la société de demain.

La décadence

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais je ressens comme un parfum de décadence et de fin de règne dans la période que nous vivons. Après une brillante élection au poste de chef de l'Etat suite à une campagne dont le thème principal était le pouvoir d'achat et la baisse de la fiscalité, on ne peut pas dire que les résultats obtenus aient été à la hauteur des promesses faites par Nicolas Sarkozy.

Dans un premier temps tout avait l'air d'aller comme sur des roulettes, hormis quelques erreurs politiques liées à un goût prononcé pour le "m'as-tu vu", mais le temps s'est rapidement gâté et, hormis la fine fleur du grain financier et les heureux bénéficiaires de l'ISF, le reste de la population a dû resserrer de plusieurs crans sa ceinture.

Sur un plan international notre sémillant Président faisant feu de tout bois après s'être auto-désigné comme le sauveur de l'Europe, se verrait bien maintenant comme le maître du monde. Mais comme il y a loin de la coupe aux lèvres, quelques malencontreux grains de sable se sont infiltrés dans la mécanique et ont bloqué le système.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, le héraut du libéralisme triomphant a dû mettre de l'eau dans son vin et manger son chapeau à propos de nombreux dossiers. Il faut dire qu'il n'est pas forcément aidé par de nombreux membres de sa majorité et, en première ligne, plusieurs de ses ministres qui défraient la chronique des médias chaque semaine. Il ne se passe plus huit jours sans qu'un de ses amis fassent la une des journaux pour des occupations inopportunes du domaine public, des missions au caractère pour le moins fantaisiste ou pour des factures de cigares réglées indûment par le contribuable qui, de son côté, croule sous le poids de charges qui augmentent sans arrêt.

La dernière qui concerne l'épouse de l'ancien Ministre du Budget Eric Woerth ne fait que confirmer l'air de décadence qui règne dans les allées du pouvoir. Et pendant ce temps là, le même Ministre, qui a changé de poste, taille des croupières aux futurs retraités accusés avec les salariés de l'Etat d'être la cause principale des déficits publics.

A la cadence où ils vont et avec la perspective du développement d'autres affaires concernant le Président et son entourage, on peut se demander s'ils pourront aller au bout de leurs mandats avant qu'une tempête ne se lève et balaye tout sur son passage.

Le Cormoran

Journée de formations pratiques à Auray De l'avis de tous : "une expérience à renouveler"

Samedi 19 juin, la Fédération, sous l'impulsion de Claudine De Brassier - SF à la Formation, a organisé une journée de formation pratique à l'attention des militants. Des intervenants du réseau national des formateurs ont dispensé les modules "animation de section" et "prise de parole en public". D'un avis unanime, les participants ont jugé utile cette journée, autant pour les secrétaires et membres des bureaux de section que des militants et élus désireux de parfaire leurs aptitudes à la vie militante. Une expérience qui sera donc renouvelée dans les mois à venir.



Retour sur l'atelier "animation de section"

Dix personnes ont participé à cet atelier animé magistralement par Révelyne, formatrice venant de Sartrouville dans les Yvelines. Les sections représentées venaient de tout le département : Josselin, Muzillac, Belz, Ploemeur, Hennebont, Guemene, Larmor Plage, Sarzeau, Auray et Vannes.

L'objectif de l'atelier, au-delà du rappel des fondamentaux concernant le rôle du secrétaire de section, était de donner des outils pour l'animation des sections.

Quelques témoignages :

Thierry : "J'ai pris beaucoup de plaisir à retrouver des collègues secrétaires de section. Nous avons échangé sur nos difficultés mais surtout j'ai, enfin, su ce que le PS attendait de moi précisément. Je pense que cette formation est à organiser régulièrement pour les nouveaux secrétaires de section. Enfin, je suis rentré chez moi, gonflé à bloc dans ma peau de militant, des idées plein la tête, une vraie formation quoi!"

Marie-Cécile : "Intérêt de rencontrer les secrétaires de jeunes sections ou moins jeunes. En fait, un peu surprise du "sérieux" attendu du poste de secrétaire, j'ai été vite rassurée en voyant que nous faisons de notre mieux, avec les moyens de chaque section, humains et matériels. Un contenu un peu scolaire, mais la formatrice était sympa et la journée intéressante. J'attends donc la formation conduite de réunion."

Yves : "Cette journée a répondu à une attente forte. Les militants sont demandeurs car ils veulent agir le plus effica-

cement possible dans leurs territoires. Il faut donc faire en sorte de développer cette offre, et surtout de la "dédramatiser" auprès des camarades. Un certain nombre d'entre nous ont une sorte de crainte vis-à-vis des formations en se disant "ce n'est pas pour moi, je ne suis qu'un petit adhérent..." Or, nous avons la chance d'être dans un parti qui est suffisamment fort pour proposer ces formations, qui, à leur tour, permettront au PS de rester présent sur le terrain avec des militants sachant répondre de leur mieux aux attentes et aux questions de leurs concitoyens. Ceux qui ont participé aux ateliers de samedi diront tout l'intérêt de ces journées à l'intérieur de leurs sections."



Retour sur l'atelier "prise de parole en public"

Treize militants ont suivi les remarques et conseils pertinents du formateur brestois Etienne. Elus, anciens et nouveaux, mais aussi beaucoup de militants sans mandat ont participé, là encore de tout le Morbihan : Gestel, Lanester, Ploemeur, Lorient, Hennebont, Pontivy, Gourin, Pluvigner.

L'objectif était de donner les clés pour bâtir une intervention en public et la restituer. Pour cela, chaque participant a été filmé sur une intervention de deux minutes. Puis l'ensemble du groupe a visionné les prestations. Le formateur a pu faire à chacun des remarques pour qu'il s'améliore et a su mettre en avant les qualités des militants.

Les témoignages suite à cette journée de travail :

Gaëlle : "J'ai passé une excellente journée ponctuée d'interventions très pertinentes de militants "anciens", touchée par la patience des uns à

m'expliquer leur militantisme, rassurée quant à des compétences que nous possédons tous pour prendre la parole en public et impatiente de poursuivre le fil de ces formations. Un grand merci également à Etienne qui a su mener cette journée entre l'humour et la rigueur dans le temps imparti."

Fanny : "Cette journée s'est bien déroulée, le contenu de la formation prise de parole était intéressant. Se former sur la pratique permet de progresser et de se remettre en question. Cela est complémentaire au fond et aux idées, pour avancer et faire passer au mieux nos idées."

Gaëlle : "Le formateur, Etienne Valois, a pris le temps d'analyser les problèmes de chacun tout en intégrant l'œil critique de l'ensemble du groupe. Le regard de l'autre, sur ses propres prestations, est toujours intéressant. Nous sommes tous ressortis de cette formation avec des conseils personnalisés. Cette journée fut sympathique et conviviale la rencontre avec des militants venus d'autres horizons est toujours très agréable."

Annie : "Malgré les petits problèmes techniques, cette formation a été positive et aura peut-être besoin d'une piqûre de rappel (...)"

Le groupe de travail formation se réunira début septembre pour partager le bilan de cette journée et proposer un plan de formation pour l'année scolaire prochaine. Les militants qui souhaitent rejoindre ce groupe peuvent se faire connaître auprès de Claudine de Brassier, Secrétaire fédérale à la formation. Enfin, ne perdons pas de vue les prochaines échéances et combien le projet politique du Parti socialiste est en lien étroit avec la formation pratique et politique.

* Un troisième module sur la "conduite de réunion" était prévu mais a dû être annulé en dernière minute suite au désistement du formateur pour raison de santé. Il sera reporté à la rentrée.

Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gaucher ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.fr ■ www.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr